

Les actions de l'Union Langladoise de protection des incendies

par Michel DELAY

**« Plus jamais ça » !
A la suite des nombreux départs
de feux qui ont marqué l'été 1983,
un noyau d'habitants
de la commune de Langlade dans
le Gard, s'est constitué
en association pour prendre
en main la protection
de la commune contre l'incendie.**

Situation de la commune de Langlade

Langlade est une petite commune du Gard, située à l'ouest de Nîmes, dans le massif forestier des garrigues de Nîmes. Elle compte une population de 2200 habitants (396 en 1968) et couvre une superficie d'environ 900 ha. 720 ha, 80% du territoire, sont des espaces naturels ou agricoles :

- une partie en plaine avec environ 200 ha en terres agricoles (vignes, parcs à chevaux, jachères),
- une zone en cours de remise en culture depuis 30 ans (vigne, pastorale, olivier) sur environ 120 ha situés en coteau,
- une zone naturelle d'environ 400 ha, constituée essentiellement de pins d'Alep, pins pignon, chênes verts, de quelques chênes blancs, de végétation de garrigue (cades, lauriers tin, chênes kermès, etc),

La zone d'habitat d'environ 150 ha, 17% du territoire, est majoritairement en zone à risque. La déprise agricole explique la forte présence de la forêt. Elle a commencé avec le phylloxera de la vigne en 1907, puis le gel de l'hiver 1954 a provoqué la destruction des oliviers et signé la fin de l'agriculture sur cette partie de la commune. Le pastoralisme a survécu quelques années pour disparaître totalement au cours des années 1960 à 1970. La remise en culture citée précédemment s'inscrit dans le dispositif de prévention globale.

Pour l'ULPI (Union langladaise de prévention incendie), tout a commencé l'été 1983. Un après-midi d'août, un incendie embrase la pinède communale en pleine zone urbanisée. Heureusement un avion DC6 en mission pour un autre incendie se détourne et largue sa cargaison d'eau et de retardant avec une extrême précision.

Ces années-là, « ça brûle » un peu partout autour de la commune, sur les coteaux avoisinants.

Estimant que la chance ne serait pas toujours de notre côté, quelques langladois et langladoises décident de prendre en main le problème et de tout faire pour protéger leur environnement contre les incendies :

Langladaise de prévention incendie, cent personnes conscientes des risques que font peser sur elles et leur environnement les menaces d'incendies sans cesse grandissantes. »

- renforcer les mesures existantes en matière de prévention et de protection contre les incendies en initiant et réalisant toutes actions jugées utiles ;

Ils constituent le premier comité directeur, formés par les représentants de quartier.

Très vite l'association s'organise et se met au travail. Son action est basée sur la solidarité entre riverains assujettis à l'obligation légale de débroussailler chez autrui :

- organisation des chantiers de débroussaillage par quartiers : 5 hectares sont nettoyés et mis hors de feu la première année :

- mise en place durant l'été de rondes de surveillance, destinées à détecter d'éventuelles fumées ou situations suspectes, à raison de plusieurs rondes par jour.



Ce dispositif de 50 m de profondeur et 5 km de longueur a pour objectif stratégique d'assurer la continuité du débroussaillage autour de Langlade en complétant les obligations des riverains. Il permet ainsi de créer une zone tampon, un coupe-feu arboré.

Il s'agit d'un dispositif de protection du village, installant une zone de rupture avec l'environnement qui ne dénature pas le paysage, voire en permet la mise en valeur. Nous l'appelons Interface forêt-habitat.

Choix associatif

L'ULPI a fait le choix de s'engager pleinement dans le cadre d'une association plutôt que celui de créer un Comité communal feu de forêt.

Nous restons totalement indépendants de toute main mise politique et des échéances électorales. Nous sommes autonomes dans nos actions tout en restant au service de l'intérêt général.

Notre projet associatif s'inscrit dans toutes les situations qui touchent à l'environnement naturel de la commune. Nous voulons être présents en permanence sur le terrain, les idées et les grandes décisions qui concernent la commune et son environnement (Plan local d'urbanisme [PLU], Plan communal de sauvegarde [PCS], PPRIF, SIVU des garrigues, etc.)

Nous sommes partenaires de l'équipe municipale dans les missions d'intérêt général de prévention des risques incendie pour informer, sensibiliser, communiquer, et pour participer activement et concrètement aux actions de prévention incendie.

Nos ressources financières reposent sur les cotisations de nos adhérents et les dotations de la commune.

Obligations légales : une question d'équité

Nous partageons une réflexion fondamentale à l'intérieur de notre association.

Selon la réglementation en vigueur, pour protéger la forêt du risque incendie, pour protéger son habitation et du coup protéger les autres habitations dans la zone à risque, seul le riverain de la zone boisée a l'obligation de débroussailler chez autrui

Sans remettre en cause l'obligation légale, il nous semble :

- qu'il y a là une question d'équité qui est posée vis-à-vis des autres habitants de la commune,

- que la responsabilité de la collectivité est aussi engagée du fait des décisions d'urbanisme réglementées par le PLU.

Pour nous, une réflexion de fond doit s'engager pour clarifier cette ambiguïté et proposer une application de la loi définissant les responsabilités collectives et individuelles avec une réglementation plus claire adaptée au massif forestier et au plan local d'urbanisme.

Il y a là un vrai travail que nous souhaitons entreprendre.

Notre connaissance du terrain, notre expérience dans le domaine de la prévention, nous autorisent à dire qu'il y a de vraies raisons et une argumentation possible pour faire évoluer le dispositif existant.

Nos moyens financiers et juridiques ne nous permettent pas d'envisager seuls l'élaboration d'un projet d'amendement réaliste du dispositif réglementaire.

Notre souhait est qu'une véritable collaboration s'établisse sur ce thème, en partenariat avec nos élus et les administrations territoriales telles que les services de l'environnement et de la forêt du Conseil départemental et de la Direction départementale des territoires et de la mer, le Centre régional de la propriété forestière, et, pourquoi pas, avec l'Entente pour la forêt méditerranéenne et l'association Forêt Méditerranéenne.

Le plan communal de sauvegarde (PCS)

Nous avons contribué grandement à la réalisation du Plan communal de sauvegarde. Depuis son approbation par l'ancienne municipalité, nous n'avons plus de nouvelles. Une question d'assurance des particuliers réquisitionnés étaient à l'étude en 2013.

Il est resté lettre morte malgré nos demandes. C'est un dispositif à notre avis un peu lourd, contraignant pour une petite commune comme Langlade, très administratif et en double avec le dispositif départemental.

M.D.

Michel DELAY
Président de l'ULPI
Union languadoise
de prévention
des incendies

Faire appliquer le débroussaillage légal

par Michel COSTA

Simple dans son énoncé, l'obligation de débroussaillage devient difficile à appliquer lorsqu'il y a superposition d'obligations. En Corse, de l'ordre de 40% des constructions sont dans ce cas, et le taux d'application des OLD est particulièrement faible. Que faire pour obtenir que ce débroussaillage légal soit effectivement mis en œuvre ?

A minima, les obligations légales de débroussaillage (OLD) visent à réduire la masse de combustible aux abords des constructions à concurrence de 50 mètres de profondeur. L'objet est de réduire la puissance du feu incident pour permettre d'assurer la sécurité de ces constructions mais, plus encore, des personnes qui s'y réfugient.

La mise en œuvre des OLD est réglementairement placée sous la responsabilité des administrés. Les maires et le Préfet (en cas de carence du premier) doivent en contrôler l'état et lancer les procédures nécessaires pour en garantir l'exécution.

Le débroussaillage est porté à la charge de chaque administré : soit le propriétaire du terrain pour les terrains situés dans les zones urbaines du Plan local d'urbanisme (PLU), d'une Zone d'aménagement concerté (ZAC), d'une association foncière urbaine, d'un lotissement, d'un terrain de camping et habitat démontable; soit le propriétaire de la construction, en dehors de ces cas, à concurrence de 50 mètres de profondeur.

Il appartient donc à chaque administré d'identifier quelles sont ses obligations puis de les mettre en œuvre.

Savoir si son terrain est situé en zone urbaine du PLU, d'une ZAC, d'un lotissement et donc connaître ses obligations de débroussaillage aux limites de celui-ci est relativement aisé (Cf. Fig. 1).

Connaître ses obligations en qualité d'administré, propriétaire d'une construction, située en limite des cas précédents, l'est beaucoup moins (Cf. Fig. 2).

Dans ces cas de superposition d'obligations, le code forestier prévoit que le débroussaillage incombe au propriétaire de la construction ou de l'installation de toute nature la plus proche d'une limite de la parcelle à débroussailler (Cf. Fig. 3).